

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/MA/IDB/1/Rev.1/Add.1

4 décembre 1997

(97-5308)

Comité de l'accès aux marchés

Original: anglais

MODALITES DE MISE EN OEUVRE ET D'EXPLOITATION DE LA BASE DE DONNEES INTEGREE

Addendum

Le présent addendum au document G/MA/IDB/1/Rev.1 incorpore deux décisions prises par le Comité le 2 décembre 1997 concernant: 1) les dates limites pour les communications destinées à la BDI, conformément à la décision adoptée par le Conseil général le 16 juillet 1997 relative à la communication de renseignements pour la base de données intégrée sur ordinateurs personnels (WT/L/255), et 2) l'accès à la BDI.

A. Dates limites pour les communications destinées à la BDI

1. Comme il est indiqué dans le document G/MA/IDB/1/Rev.1, les communications destinées à la BDI contiendront des statistiques d'importation et des données tarifaires dans lesquelles figureront les droits consolidés et les droits appliqués, des informations de référence et des tableaux de corrélations tarifaires indiquant les changements intervenus dans la nomenclature tarifaire d'une année à l'autre.

2. En ce qui concerne la date limite pour les communications destinées à la BDI, les Membres doivent faire parvenir, pour le 30 décembre 1997, leurs données tarifaires et leurs statistiques d'importation pour 1996 et leurs données tarifaires pour 1997 correspondantes. Vu les difficultés que peut comporter la présentation d'une première communication, il est possible d'envisager une certaine souplesse pour la date limite.

3. S'agissant des communications suivantes, la date limite prévue pour les données tarifaires de l'année en cours est le 30 mars et, pour les statistiques d'importation de l'année précédente, le 30 septembre. Cela s'applique aux Membres dont le tarif douanier est établi pour une année civile. En ce qui concerne les autres Membres, les dates limites pourraient être ajustées afin de tenir compte des dates auxquelles le tarif national entre en vigueur.

B. Accès à la BDI

4. Les pays qui négocient leur accession à l'OMC auront accès à la BDI, à condition qu'ils aient eux-mêmes déjà fourni au Secrétariat les renseignements requis pour la BDI, en respectant les dates limites mentionnées ci-dessus et selon les modalités figurant dans le document G/MA/IDB/1/Rev.1.

5. Le Comité sera informé périodiquement de l'état des communications destinées à la BDI présentées par ces pays afin de décider s'ils doivent continuer d'avoir accès à la BDI.